

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les membres du CSEC, chers Collègues,

**Effectif insuffisant, surcharge d'activité et conditions de travail dégradées**, à l'instar de l'éducation, de la santé ou des pompiers, les agents d'EDF ne sont pas en reste sur les attaques du service public qu'ils assurent chaque jour et sous toute condition comme avec l'actuel épisode cévenol dans le sud et en Corse.

**Pendant que le gouvernement demande que notre production soit à son maximum** pour cet hiver, ce qui rappelle au passage le caractère primordial de notre activité, il affiche que le prix de l'électricité n'augmentera pas pour tenter d'apaiser la gronde sociale ...

**Comme toujours et sans mégoter sur la sûreté, les agents sont à pied d'œuvre** pour assurer le service public de l'électricité. Cependant, étant de la partie, ils savent très bien que l'incantation du premier ministre sur la stabilisation du prix de l'électricité n'est que fumisterie.

**Après la hausse de 2,5% au mois d'août, une augmentation de 3 à 4% arrivera d'ici février 2027.** Le coût de production n'a pas doublé contrairement aux factures indexées sur le prix d'un gaz dont on ne se sert presque pas. Nouvelle démonstration de la nécessité de sortir du marché, revendiquée par la CGT.

**Cette même logique libérale a guidé l'offensive sur le Tarif Agent stoppée grâce aux agents** mobilisés lors de l'action historique du 15 septembre et à la pression maintenue sur la production avec l'appui de la CGT, **mais l'épée de Damoclès des recommandations anti-sociales** de la Cour des comptes, vis-à-vis de nos garanties collectives et de nos rémunérations, est encore au-dessus de nos têtes.

**La CGT a exigé l'engagement du PDG d'EDF à jeter au panier ces préconisations rétrogrades**, et à traduire la fin de sa « modération salariale » par une revalorisation du Salaire Nationale de Base assurant maintien et rattrapage du pouvoir d'achat des agents, ainsi qu'une enveloppe de NR de haut niveau.

**Dans sa réponse à la FNME-CGT et à notre Délégué Syndical Central, Bernard Fontana évoque** qu'il n'y a pas de « programme de mesures que nous aurions vocation à appliquer systématiquement », mais **ne garantit pas qu'il n'y ait aucune déclinaison, notamment concernant notre rémunération.**

**A ce sujet, lors de la réunion de Branche de ce 15 octobre, les 4 fédérations ont quitté la séance** face au refus des employeurs de revaloriser à la hausse le Salaire National de Base 2026 qu'ils avaient mesquinement et unilatéralement fixé à 0,5% pour une inflation annuelle qui atteint désormais 3,1%.

**Comme toute la population, les agents d'EDF et leurs familles subissent la crise inflationniste. La CGT invite à bien mesurer les conséquences d'une disette salariale en cette période. A défaut, nos dirigeants s'exposent à une forte « modération énergétique revendicative » !**

**Dans la perspective du 5 novembre, date de la prochaine réunion de branche sur le SNB**, le PDG serait bien avisé de changer de portage en débloquent un mandat de négociation digne de ce nom.

**A propos de mandats de négociation, nous profitons de l'occasion pour alerter** sur la tenue des échanges en cours **sur les projets d'accord TAMA et Ega-Pro**. On ne peut parler de négociations que s'il y a respect et prise en considération des revendications exprimées et, en l'état, nous en sommes loin ...

**Des marges de manœuvre doivent être données par la tête de l'entreprise**, notamment sur le contrôle social, la déconnexion, les moyens matériels et financiers, les prises de travail sur chantier pour TAMA, et sur la mixité, l'égalité salariale et la santé hormonale, côté Ega-Pro.

**De surcroît, on ne peut pas exiger des agents un engagement de tous les instants**, imposer une charge de travail toujours plus lourde, ni prétendre faire face aux besoins massifs de recrutement, **sans y associer les émoluments salariaux correspondants.**

**Alors qu'EDF doit relever des défis majeurs**, particulièrement avec la relance de son parc de production nucléaire, continuer à dégrader les conditions de travail et à serrer la ceinture et le porte-monnaie des salariés seraient un non-sens, voire une faute lourde.

**Il est grand temps pour la direction d'envoyer un signal fort pour la reconnaissance de tous les agents**, en mesurant bien les véritables enjeux et en ne tablant pas comme l'État sur « la sourde oreille ».

**Ce signal serait par ailleurs de bon augure** à la veille du recueil d'avis sur la décision finale d'investissement pour les EPR2, pour laquelle la CGT reste très attentive à l'intégrité d'EDF.

**Dans un contexte sociétal des plus explosifs et un contexte industriel des plus chargés**, ce ne serait clairement pas une bonne idée de faire monter la tension au sein d'EDF en prétextant de basses considérations économiques dont le personnel n'est en aucune raison responsable !

**Madame la DRH, monsieur le PDG d'EDF, la CGT en appelle** à votre sens des responsabilités et votre pragmatisme afin que les agents se voient enfin considérés par **une revalorisation conséquente des mesures salariales à la hauteur de leur travail quotidien à fournir un bien de 1<sup>ère</sup> nécessité**.

**Dans votre réflexion, n'oubliez pas que l'actualité du pays est chaude, voire brûlante !**

**L'actualité, ce n'est pas un gouvernement kakistocrate se retrouvant complètement débordé** après avoir méprisé et réprimé, des plus violement, les étudiants dénonçant leurs conditions d'enseignement ?

**Ah bah si ! C'est exactement ce qui se passe depuis le 18 septembre**, où la jeunesse exprime sa colère face à la déliquescence du service public de l'éducation nationale, tramée depuis des années.

**Les revendications font froid dans le dos** : locaux délabrés et infestés, matériels manquants ou inadaptés, emplois du temps et classes surchargés, professeurs non remplacés, algorithme déshumanisant le Parcours Sup de nos enfants, et un avenir sombre qui n'est plus accepté ...

**Au lieu de répondre dès le départ aux lycéennes et lycéens**, le gouvernement a sciemment laissé pourrir la situation, grandir la colère, et générer du chaos pour tenter de décrédibiliser les manifestants, invisibiliser leurs revendications et justifier une répression policière exacerbée.

**N'en déplaise à Laurent Nunez : forces de l'ordre ne rimeront jamais avec gardien de la paix ou proportionnalité !** Yeux, mâchoires et mains arrachées, véhicules béliers, arrestations arbitraires, violentes, sexistes et supérieures aux gilets jaunes, la police est utilisée comme une milice sur nos jeunes.

**Soutenant leurs revendications, l'ensemble des structures de la CGT s'est mobilisé** depuis le début auprès de la jeunesse pour l'aider et la protéger. Mais ce samedi 17 octobre, la mobilisation pour une meilleure éducation a pris de l'ampleur en convergeant avec celles sur les salaires et la vie chère.

**Si pillages et vandalismes sont condamnables, l'État reste pleinement responsable** des violences qu'il a volontairement laissé arriver et de celles perpétrées par ses « forces du désordre », sans aucune réelle mesure d'urgence et de longs termes, pourtant véritablement indispensable à la situation.

**On ne peut espérer aucune réaction de la population lorsqu'on détourne l'argent public** au détriment des gens et au profit de ses riches amis nantis. Macron doit arrêter sur le champ de choyer les puissants et apporter en urgence les réponses attendues par la rue sur les services publics et l'inflation.

**A bons entendeurs, la FNME-CGT appelle l'ensemble du personnel d'EDF à participer massivement aux manifestations du 24 octobre et à la journée d'action interconfédérale du 5 novembre pour nos salaires et l'intérêt général.**